

*Budget*

et je reprends encore une fois ses paroles: «Nos perspectives économiques sont brillantes», et il a ajouté: «Nous connaissons une prospérité presque sans précédent dans notre histoire». Il a même prédit une croissance réelle de l'économie de 5 p. 100 en 1974 et, en répondant à une question à la Chambre ce jour-là, il a affirmé que la croissance réelle au cours du premier trimestre de 1974 augmentait à un taux annuel d'environ 9 p. 100.

Quelle différence en 13 mois! Quelle différence maintenant que les élections sont passées! Quelle différence maintenant que nous connaissons les faits! Au lieu d'une croissance réelle de 5 p. 100 en 1974, on nous dit maintenant qu'elle a été de 2.8 p. 100 et qu'au cours des douze derniers mois, notre croissance réelle a été de moins de 2 p. 100. Pour la première fois depuis son entrée en fonction comme ministre des Finances et, à vrai dire, pour la première fois dont on puisse se souvenir pour n'importe quel ministre des Finances, l'honorable député ne fait aucune prédiction pour 1975 au sujet d'aucun des indicateurs économiques de base. Il ne prédit plus de croissance, il s'est si affreusement trompé dans ses quatre budgets précédents. Il n'a jamais fait de prédiction au sujet du chômage, et l'histoire est encore la même ce soir. Il ne donne pas de prédiction au sujet de l'inflation, ni même des mises en chantier. Le ministre semble nous dire, à l'instar de Frank Sinatra, cet autre chanteur de charme, «Come, fly blind with me».

Il y a maintenant près de 200,000 chômeurs canadiens de plus, qu'en mai dernier. Que lui diraient-ils s'il avait dit: «Nous faisons plus d'efforts que jamais»? Le prendraient-ils au sérieux lorsqu'il déclare une fois de plus, comme il l'a fait ce soir, que la création d'emplois vient au premier rang de ses priorités. Croit-il vraiment que les propriétaires de maisons qui paient maintenant 11¼ p. 100 d'intérêt hypothécaire par rapport à 9¼ p. 100 il y a deux ans estiment, pour reprendre ses propres mots, que nous sommes maintenant dans la bonne voie ou, comme il l'a dit également ce soir, que ce budget «présente un dosage approprié de mesures».

Le ministre tient maintenant les forces internationales pour responsables de ses malheurs. Ces sacrés Américains ne prospèrent pas comme ils le devraient. «Ce n'est certainement pas de ma faute si notre situation économique actuelle est la pire que nous ayons connue depuis 30 ans» prétend-il. Mais dans les budgets antérieurs où le ministre a monté en épingle tout ce qu'il pouvait trouver de positif dans notre situation économique a-t-il dit: «Remercions les Américains; nous sommes prospères parce qu'ils le sont; remercions le monde pour sa prospérité»? Pas du tout. Il était là sous les feux de la rampe et faisait force courbettes.

Maintenant, le temps ne travaille plus pour le ministre. La prospérité mondiale ne lui permet plus de couvrir les

défauts inhérents à sa façon d'aborder les finances. Il se tient maintenant tout nu, sans politique à court ou à long terme pour faire face à la situation qui se détériore. Dans son exposé budgétaire de novembre, le ministre a parlé de la nécessité de se diriger dans une voie étroite entre l'inflation et le chômage. «C'est la raison d'être du budget», nous a-t-il dit. Ayant échoué dans cette épreuve, le ministre revient ce soir en nous disant qu'il lui a fallu chercher un équilibre précaire. Seuls les mots changent; les clichés et l'absence de mesures efficaces restent les mêmes.

● (2150)

Or, depuis que le ministre trébuche dans son règne d'erreur, l'impôt sur le revenu des particuliers est passé de 6 à 11 milliards de dollars, comme il l'a annoncé ce soir, soit une augmentation de 88 p. 100 en quatre ans, afin de payer les dépenses gouvernementales qui ont augmenté pendant la même période de 99.5 p. 100. Les recettes fiscales ont dépassé de 3 milliards de dollars les prévisions du ministre. En dépit de ses observations sur les restrictions des dépenses du gouvernement, je ferai remarquer aux députés que les dépenses fédérales ont augmenté de 2.9 milliards de dollars, soit 11 p. 100, entre l'année financière 1974 et l'année financière 1975. Ce qui est encore plus malheureux, c'est qu'un tiers de ces dépenses supplémentaires seront couvertes par une augmentation de 1.1 milliard de dollars de l'impôt sur le revenu des particuliers, qui accusent une hausse de 11.2 p. 100.

Dans la suite de ce débat, nous avons l'intention non seulement de souligner l'ineptie du ministre, mais encore de présenter des propositions concrètes pour le redressement de l'économie et, plus spécialement, pour la relance de la construction des logements, qui est actuellement en plein marasme.

Vu l'heure tardive, je vais conclure. Nous entendons demander au ministre de nous fournir un complément de données, pour donner plus de sens à nos délibérations. Mais pour ce soir, je propose, avec l'appui du député de Victoria (M. McKinnon): Que le débat soit maintenant ajourné.

(Sur la motion de M. Stevens, le débat est ajourné.)

[Français]

**L'hon. Mitchell Sharp** (président du Conseil privé) appuyé par l'honorable ministre des Approvisionnements et Services (M. Goyer), propose:

Que la Chambre s'ajourne maintenant.

(La motion est adoptée.)

[Traduction]

**M. l'Orateur:** La Chambre s'ajourne donc à 2 heures mercredi prochain.

(A 9 h 55, la séance est levée d'office, en conformité du Règlement.)